



## Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

102-103 | 2005  
Gérard Althabe

---

### Althabe et Madagascar

La réflexion sur le pouvoir

Janine Ramamonjisoa

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1398>

DOI : 10.4000/jda.1398

ISSN : 2114-2203

#### Éditeur

Association française des anthropologues

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 97-135

ISSN : 1156-0428

#### Référence électronique

Janine Ramamonjisoa, « Althabe et Madagascar », *Journal des anthropologues* [En ligne], 102-103 | 2005, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1398> ; DOI : 10.4000/jda.1398

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Journal des anthropologues

---

# Althabe et Madagascar

La réflexion sur le pouvoir

Janine Ramamonjisoa

---

## En hommage

- 1 J'aimerais souligner ce que le pays doit à Althabe, à travers sa profonde influence sur notre vision de la société malgache, j'aimerais également relever ce qui de lui, n'a pas été compris ni accepté. Je présenterai ensuite ma compréhension de la nature des dirigeants de l'État néocolonial qui détenaient alors le pouvoir à l'époque de ses recherches ici et soulignerai l'importance de la question du pouvoir dans la sociologie et l'anthropologie d'alors.

## Althabe et nous

- 2 Althabe c'est un peu nos racines politiques à tous, aux privilégiés du moins qui ont pu le rencontrer, le lire, et ne l'ont pas rejeté. Au climat politique familial et national, aux écrivains lus et retenus, s'ajoutent ainsi des influences politiques que vous faites vôtres, à qui vous empruntez des analyses, une vision.
- 3 Dans notre société divisée en clivages de nationalités – il y avait les Malgaches qui étaient les apprenants, et les Français qui étaient les enseignants et avaient pour vocation de tout nous apprendre puisque nous étions, et sommes toujours, nous dit-on, au point zéro du développement – Althabe nous attirait par ses qualités humaines, sa disponibilité, une humilité certaine devant les faits, et le courage de ses convictions. Pour la première fois je rencontrais dans mon pays l'équivalent du rapport humain de gens qui se battent pour les mêmes idéaux et que j'avais eu la possibilité de connaître à Paris durant la guerre d'Algérie. Sa pratique de chercheur non colonial lui fit nouer avec beaucoup d'entre nous des relations d'une qualité rare basées, chez lui, sur une absence totale de préjugés sur la culture et les hommes de Madagascar, sur une identité du regard porté à la société humaine, sous quelque latitude que ce soit. Dans cet échange, beaucoup d'entre nous

étaient étonnés et ravis d'être amenés à l'existence, parce qu'ils étaient pris au sérieux, parce que leur pensée, découvraient-ils, avaient un sens pour un professionnel.

- 4 Et cet échange se basait sur le fait qu'il avait banni les a priori, les jugements de valeur, la position de mépris, le racisme. Nos sensibilités étaient, et sont encore, modelées par l'obligation de toujours nous défendre contre la dévaluation de nos capacités, de notre histoire, de nos modes d'être, ceci faisant probablement partie de notre héritage de colonisés. Avec lui c'étaient les idées, les analyses, qui se confrontaient, nous disons de ce type d'étranger du « Nord », plutôt rare sur les parcours de la recherche, qu'il « avait oublié d'être raciste ».
- 5 Cherchant un titre à cet hommage je pensais à : « Althabe, un Français pas comme les autres », autrement dit un homme qui a pu briser la barrière des races, des cultures, des positionnements. Peut-être parce qu'il n'était pas un homme d'intérêt, un homme intéressé. Dans ce sens personne n'a pu le remplacer ni l'approcher.
- 6 Althabe a donné, me semble-t-il, au terme de « militant » toute sa noblesse, une personne qui agit pour changer un monde d'injustice, et agissant avec méthode, lucidité, en calculant les risques courus : enseigner à l'Académie militaire, à l'École nationale d'administration, porter chez les futurs responsables du système oppressif la dénonciation des pratiques où ils sont appelés à s'insérer, introduire la contradiction, évoquer d'autres possibles.
- 7 Sa force lui venait peut-être de ce qu'il n'était pas homme à se créer un personnage, une image, il était là simplement, disponible, à l'écoute, au travail.
- 8 Il faudrait un jour se donner le temps de s'enquérir des analyses des uns et des autres sur ce qu'Althabe leur a apporté. Je suis mal placée pour évoquer la puissante influence, directe, qu'il a eu sur le parti MFM (Mpitolona ho an'ny Fanjakanan'ny Madinika, Mouvement pour l'avènement du pouvoir prolétarien), Manandafy Rakotonirina, Germain Rakotonirainy et bien d'autres ; toute une génération, les mouvements sociaux lui doivent énormément, les uns et les autres en fonction de ce qu'ils apportaient eux aussi. Au-delà des échanges opérés, l'on peut poser ce que Madagascar doit principalement à Althabe : un regard sur le pouvoir, une dénonciation du mode de fonctionnement de la violence étatique néocoloniale, une confirmation de la nature oppressive de ce pouvoir d'État. Nous apprenions que ce pouvoir pouvait, par ses actes comme par son absence d'intervention, être mortifère (*mety mamono io*), et qu'il agissait envers les paysans comme avec des ennemis vaincus. Il fut le premier chercheur probablement, à Madagascar, à dénoncer la violence exercée sur la population.
- 9 Ce que, de façon incontestable, Althabe apporta aux jeunes Malgaches des années 1965-1970 fut tout d'abord la démonstration de l'importance des rapports de pouvoir sur nos existences. Modelés par une éducation chrétienne pour qui toute critique est interdite car manquant de charité et de générosité, plongés aussi dans les valeurs unanimistes spécifiques à chacune de nos familles, nous passions, à le lire, à l'écouter, d'un monde lisse, absent de contradictions mais lourd de tensions muettes, à une proposition de chaînes de causalités, de logiques conflictuelles que le chercheur avait fait émerger grâce à ses modes spécifiques de décryptage. Ses mots étaient autant de portes qui ouvraient pour nous les pans du réel. En ce sens nous apprenions la gravité de la recherche, l'importance des mots, le sens de l'engagement.
- 10 Ce que nous avons retenu de son œuvre malgache : la dénonciation de la violence, et de façon corrélative, l'existence d'une logique des vaincus. Pour moi, il nous démontrait de

façon définitive que nous vivions dans un univers de domination, cruel et dérisoire, dans les campagnes surtout, et il nous apportait la démonstration de ses affirmations. À l'analyse politique d'Althabe les Malgaches je crois ont ajouté l'analyse du vécu culturel de la domination, quelque part, il a signé la fin des notables : même si ceux-ci, protéiformes, sont toujours là, leur image décroît d'une explosion sociale à une autre, la naïveté populaire et le manque de travail politique aidant.

- 11 Il faudrait analyser l'impact sur les esprits de ses enseignements à l'École nationale d'administration comme à l'Académie militaire et au Service civique, impact sur les responsables comme sur les étudiants. Formant équipe avec Gérard Roy et avec leurs assistants de recherche, Raboanaly et Ramilison, il est allé aussi loin qu'il était possible, très très loin, dans la dénonciation raisonnée et passionnée du pouvoir néocolonial dont, ensemble, et selon des méthodes largement participatives, ils analysaient les fonctionnements et les possibles, démontrant ainsi que dans le Madagascar d'alors toute réforme (et non bien sûr la transformation de l'ensemble du système) était possible pourvu qu'elle soit opérée de l'intérieur du pouvoir, et l'ORSTOM d'alors faisait partie intégrante de celui-ci. Aux enseignements il faut ajouter les innombrables travaux de terrain sur les *fokonolona*, les sociétés d'aménagement, autant de travaux qui apportaient les questionnements au cœur même de la sphère des responsables. Il faut également ajouter les échanges, qui souvent débouchèrent sur des décisions et des actions avec les futurs acteurs des régimes politiques suivants, militaires, administrateurs, étudiants, etc. Parmi les futurs acteurs du changement des périodes suivantes, l'on peut ainsi signaler Richard Ratsimandrava, Manandafy Rakotonirina, Germain Rakotonirainy, Gilbert Ratsivalaka, Régis Rakotonirina. En un sens, et dans la mesure où les livres sont produits rares à Madagascar, les idées, les modes d'analyse d'Althabe se sont diffusés surtout selon le mode de transmission verbale.
- 12 Enquêtant au hasard des rencontres auprès de sociologues formés à l'Université d'Antananarivo sur ce qu'ils doivent à Althabe, sur les points forts qu'ils ont retenus de lui, nous avons été surpris de découvrir que les types d'apports déclarés diffèrent selon l'âge de nos interlocuteurs. Si la dénonciation de la nature oppressive du pouvoir passe en premier chez les promotions qui fréquentèrent l'université d'avant Mai 1972, cette dénonciation n'est plus retenue chez celles qui suivirent car elle n'était, en fait, plus à faire, pour celles qui ne connurent pas le monde néocolonial. La persécution de ceux qui ne s'acquittaient pas de l'impôt par tête cessa ainsi avec la suppression de cet impôt réclamée par le KIM (organisation du mouvement de Mai) et réalisée par le gouvernement Ramanantsoa. Pour les étudiants d'après 1972 ce qui est retenu c'est l'étude du mode de fonctionnement des communautés lignagères, c'est celle du rôle majeur de la présence étrangère.
- 13 Autre apport d'Althabe : la description dans l'histoire des rapports entre lignages de rangs différents dans le Sud-Est, chez les Antemoro plus précisément ; cette description montre que les sociétés appelées traditionnelles, loin d'être statiques, ont leurs dynamismes, que la lutte pour le pouvoir est une réalité permanente, de même que la lutte contre le pouvoir. L'analyse des lignages de la vallée de la Mananano reste un modèle d'étude anthropologique des sociétés réticentes au pouvoir et qui, telles celles étudiées par Pierre Clastre, rejettent viscéralement toute hiérarchie mutilante ; cette analyse également constitue un précieux témoignage du fonctionnement des groupes de « sœurs et de mères » (*anakavy amin-reny*), sur lesquels plus tard l'UNICEF bâtit son action dans le Sud-Est pour l'organisation des femmes.

## Incompréhensions ou rejets

- 14 L'on doit souligner que les travaux d'Althabe ont leurs critiques, leurs détracteurs ; il est évident que sa lecture du pays et des hommes ne pouvait pas être celle des concepteurs du développement, mais ses détracteurs, ceux du moins qui étaient hermétiques à son langage et son message, se trouvaient aussi parmi les intellectuels.
- 15 Il fut un temps où un collègue refusa quasiment avec violence qu'il vienne donner des enseignements à notre Département, pourquoi, il était incapable de l'explicitier, mais tenait fermement et avec passion à ses positions. Je pense qu'Althabe n'a pas été compris de beaucoup. Il avait enthousiasmé les jeunes militants du MFM, du MONIMA (Madagasikara Otronin'ny Malagasy, Mouvement de rénovation pour l'indépendance de Madagascar). Mais que voyaient en lui les intellectuels plus débonnaires ? Un prophète inspiré, un aveugle aux réalités malgaches. La lecture de ses livres n'est pas aisée, sa démarche n'a pas été comprise de tous. Il est le reconstruteur d'une logique dont les Malgaches eux-mêmes ne seraient pas conscients. Qu'est le chercheur dans son cas, sinon celui qui réinvente la société, en découvre les ressorts cachés avec les seules armes de sa logique ? La société est-elle consciente de ce qu'elle est, de ce qu'elle fait, les hommes sont-ils conscients de ce qu'ils font ? L'observateur privilégié, armé de sa méthode est-il le lecteur infallible des dynamismes sociaux ? L'analyse d'Althabe, dans ce sens, n'a pas fait d'émule. Faute de maîtrise de la démarche conceptuelle peut-être chez les autres chercheurs, ou alors parce qu'elle était innovante et atypique à l'époque de la recherche plus pacifique et chargée de moins de risques des modes de production précapitalistes ? Pour certains chercheurs malgaches sa démarche ne ramène pas au réel, aux logiques de la société, à son histoire.
- 16 Il lui a été aussi reproché une incompréhension du rôle de l'argent, du *tromba*. En ce qui concerne celui-ci, cette manifestation de possession d'individus par des ancêtres de rois, il a été reproché à Althabe de n'y avoir vu qu'une réaction à l'oppression coloniale, le simple résultat de rapports avec l'extérieur, comme si la logique des sociétés malgaches se réduisait à celle d'une réaction vis-à-vis de l'étranger, comme si l'endogène ne pouvait être qu'une réponse, un réflexe de défense. La dimension religieuse manquerait à l'approche du *tromba*. De façon générale il y aurait supervalorisation des facteurs étrangers dans les transformations sociales. Dans le Sud-Est, nous dit un chercheur connaisseur de la région, il y avait une variété de café endogène, le café ne serait pas lié à la colonisation et à la contrainte. Le café introduit sous la colonisation aurait été accueilli au début avec faveur : « *voninkazo manjary vola* » « des fleurs qui deviennent de l'argent », disait-on alors, la contrainte n'aurait pas été au début nécessaire.
- 17 Il fut aussi reproché à Althabe d'avoir surestimé le rôle des étrangers dans la symbolique qui accompagne l'usage de l'argent ; pour lui la circulation monétaire, qu'il s'agisse de l'argent des cérémonies ou de celui de l'impôt, est le signe de la dépendance partagée par les lignages et est constitutive de la logique des rapports coloniaux dominants/dominés. Le rôle de l'argent n'aurait été saisi chez lui que dans les manifestations des temps les plus récents, alors que les échanges de traite en faisaient déjà usage.
- 18 Autre thème controversé, celui de la question du « mimétisme » pratiqué par les dirigeants malgaches vis-à-vis des colonisateurs en matière de consommation comme de comportements : s'agit-il de mimétisme, ou d'une intériorisation des valeurs des dominants par des vaincus culturellement infériorisés ?

- 19 Beaucoup, me semble-t-il, n'ont pas vu chez Althabe la recherche, au niveau de la production comme de l'organisation sociale ou de l'idéologie, des logiques invisibles, des rapports où sont enserrés les communautés villageoises, rapports « libres » par exemple qui s'organisent autour de la production du riz de montagne, rapports de dépendance inscrits dans le circuit monétaire de la production du café. Opposition entre les communautés paysannes, « collectif servile », et l'appareil administratif qui se construit par mimétisme des agents coloniaux et dont la principale préoccupation est la perception d'un impôt, marque de la servilité. Dans ces sociétés religieuses, polarisation de la vie entre trois pôles : le culte des ancêtres, le christianisme et le culte de possession. L'ensemble de son œuvre malgache constitue une dénonciation frappante de la lecture des sociétés faite par les responsables du développement empêtrés dans la logique economiciste et incapables de voir et de comprendre ce qui n'est pas du ressort de cette logique.
- 20 Par ailleurs, attentif surtout aux gestes visibles, méfiant vis-à-vis du sens donné par la population étudiée à ses pratiques, il aurait donné au chercheur un statut particulier : il est celui qui démonte et reconstruit, qui réinvente la société après en avoir découvert les ressorts cachés, décelé la logique inconsciente des comportements. Que ceci l'apparente, paradoxalement, à Marx ou à Lévi-Strauss il serait le décodeur-reconstructeur du social. Il n'est pas certain alors que la lecture faite par Althabe des sociétés malgaches ait été comprise, son réel étant essentiellement un réel construit, sur la base des rapports sociaux à l'œuvre dans les combats sociaux. D'une certaine façon l'on peut dire qu'il est allé, dans l'analyse, aussi loin que pouvait aller un chercheur pour qui l'objectif prime sur le subjectif, pour qui le sens n'apparaît pas dans le vécu exprimé mais dans l'architecture des rapports qui dépassent, eux, les sujets. Alors que d'autres écoles recherchent l'expression par la population de ses représentations du monde, Althabe posait, si j'ai bien compris, que l'aliénation est première.
- 21 Il est évident que la richesse de l'œuvre malgache d'Althabe est telle que des points de détail peuvent devenir sujets à réflexion, qu'il appartient à l'histoire intellectuelle du pays, par ses apports comme par ce qui lui est reproché. Les travaux doivent continuer, il y va de la connaissance même de notre pays. En beaucoup de domaines il fut pionnier, en matière de compréhension de la pratique du *tavy* par exemple qu'il fut le premier à analyser en termes non dépréciatifs et non partiels, attaché qu'il était à en saisir la signification sociale globale.
- 22 Je dédie ici à la mémoire d'Althabe et à celle de sa femme Josette, je dédie à leur fils Frédéric ce fragment d'analyse sur la nature des dirigeants de la Première République. J'ai en effet retenu d'Althabe que rien ne se comprend sans une connaissance de la nature du pouvoir, de ses pratiques, et que ses effets sur nos vies sont, que nous le voulions ou non, incommensurables.

## L'État et les rapports de pouvoir sous la Première République à Madagascar

- 23 Ce que ces années nous ont en fait appris, c'est l'importance de l'État et des diverses fonctions qu'il assure : fonction économique d'organisation de procès de travail, fonction juridique à travers l'ensemble des règles édictées, fonction de l'idéologie, fonction politique de « maintien de l'ordre politique » dans le conflit politique de classes ; ces

diverses fonctions sont elles-mêmes « surdéterminées » par la fonction politique en ce sens – double – que :

Les diverses fonctions de l'État constituent des fonctions politiques par le rôle global de l'État, facteur de cohésion d'une formation divisée en classes, et que ces fonctions correspondent ainsi aux intérêts politiques de la classe dominante (Poulantzas, 1978, t.1 : 51).

- 24 Importance aussi de l'idéologie comme système proposant une lecture du monde, idéologie qui, selon les termes de P. Ansart (1977) :
- Se propose de désigner à grands traits le sens véritable des actions collectives, de dresser le modèle de la société légitime et de son organisation, d'indiquer simultanément les détenteurs légitimes de l'autorité, les fins que doit proposer la communauté et les moyens d'y parvenir.
- 25 L'idéologisation de la société proposée par la classe dominante parfois coïncide, parfois contredit d'autres imaginaires d'âge divers, imaginaires collectifs, imaginaires individuels des membres des autres classes de la société.

### L'assistance technique française

- 26 Bien que l'indépendance ait eu pour effet la multilatéralisation des échanges diplomatiques et commerciaux et donc la croissance du nombre des membres de l'administration bureaucratique étrangère dans les ambassades, consulats et centres culturels, la présence des Français reste la plus importante. L'on compte ainsi en 1965 1 800 Français dans le secteur public malgache, administrateurs, conseillers politiques, assistants techniques, hauts officiers contrôlant l'armée et le territoire.
- 27 Cette quasi-bourgeoisie – une bourgeoisie d'État de par son pouvoir de décision et de gestion – est la détentrice véritable du pouvoir politique au service des intérêts français ; les interventions dans les conditions de la production (mesures juridiques, financières, textes et projets) émanent de Paris et sont avalisées et signées à Antananarivo.
- 28 Les options qui la traversent sont déterminantes sur les modalités de l'exploitation. Le clan eurafricain, d'inspiration gaulliste en matière de politique internationale, soutient les intérêts de la bourgeoisie étrangère commerciale du secteur de l'import-export ; la fraction technocratique, minoritaire à cette époque, favorise d'autres modes de valorisation du capital, à savoir l'élargissement du marché de l'équipement, la « délocalisation » des industries, souhaite un mode de gouvernement dégagé des méthodes coloniales, trop voyantes et aux effets économiques limités.
- 29 Dans les dernières années du régime, l'on évoque dans leurs salons la perspective d'un pouvoir fort, populaire, capable de mettre les masses au travail.

### L'appareil étatique

- 30 Les revenus du personnel de l'appareil d'État malgache dérivent principalement de la plus-value créée par les producteurs, captée par les bourgeoisies industrielle et commerciale. Les salaires et avantages en nature qui composent ces revenus sont issus directement ou indirectement des impôts (capitation sur la population masculine, impôts directs sur les entreprises et les individus, impôts directs sur la production et les ventes), des droits de douanes, des aides extérieures<sup>1</sup>.

- 31 En 1966, l'appareil d'État compte 60 000 agents civils (fonctionnaires et assimilés) et 6 000 militaires.
- 32 Ph. Hugon (1986 : 24) montre la participation respective aux dépenses de l'État des différentes entités qui constituent le tissu économique :
- 33 – monde rural : 6 milliards d'impôts directs, 2 milliards d'impôts indirects ;
- 34 – monde urbain national : consommation : 1/3 de la production locale et importée, moitié des revenus distribués ; 8 milliards impôts indirects ; 1,5 milliard impôts directs ;
- 35 – monde étranger : consomme 1/3 de la production locale et importée, reçoit la moitié des revenus distribués aux ménages ; paie 10 milliards d'impôts indirects et 1,5 milliard d'impôts directs ;
- 36 – secteur moderne : paie 10 milliards d'impôts indirects et 3 milliards d'impôts sur les bénéfiques (1986 : 24).
- 37 Le niveau supérieur de l'appareil d'État, qui contrôle ces revenus, la bourgeoisie d'État – constituée de ceux qui décident, gèrent, tiennent les leviers du pouvoir – est donc de façon objective liée organiquement à la bourgeoisie étrangère.
- 38 Elle est localisée, à Madagascar comme à l'étranger (dans les ambassades) aux « sommets » de l'appareil d'État et des organisations relevant de l'État : dans l'administration, le gouvernement, dans les diverses branches de l'activité économique (agriculture, industries, commerce, services, construction immobilière, Banque nationale de développement, Institut d'émission, etc.).
- 39 Cette bourgeoisie remplit « la direction des fonctions de l'État au service du capital » (Poulantzas, *op. cit.*) sous l'égide de la bourgeoisie d'État française qui la subordonne ; sans appartenir, pas plus que celle-ci, du moins initialement, à une fraction de la classe capitaliste, elle commande :
- La mise en œuvre du rôle de l'État dans la reproduction de la division sociale du travail, plus particulièrement dans la reproduction des rapports de domination-subordination politique et idéologique (*ibid.*).
- 40 Elle intervient, avec la bourgeoisie d'État française dans les conditions de la production mais se spécialise seule dans la mise en soumission des producteurs, dans un rôle politique, tandis que l'appareil économique lui échappe.
- 41 La détention du pouvoir politique comme administratif peut être utilisée à des fins d'enrichissement et d'accumulation, au détriment des travaux à ras du sol, des syndicats de communes et des coopératives, et au détriment de l'idéologie socialisante dont ceux-ci se réclament. L'impunité que procure l'appartenance au pouvoir s'exerce dans un sens hiérarchique, à l'image de la pyramide bureaucratique : elle signifie la non dénonciation par des inférieurs qui vous doivent tout, la crainte des supérieurs.
- 42 La dernière forme d'intervention du politique dans l'économie consiste en une extorsion directe de surtravail dans le monde paysan, à travers des travaux communautaires qualifiés de volontaires alors qu'ils sont la manifestation d'une subordination politique.
- 43 La petite bourgeoisie d'État comprend les salariés de l'État de couches moyennes et subalternes. Ses effectifs se sont considérablement développés avec l'indépendance. Elle forme, avec la bourgeoisie d'État qui la commande, la force qui actionne l'appareil de l'État et du parti (l'armée est dite apolitique). Dans les villes, son rôle se restreint à

l'exécution obéissante des ordres reçus ; dans les campagnes, elle représente de façon toute puissante le pouvoir central.

- 44 La petite bourgeoisie des couches inférieures de l'administration territoriale perçoit, outre son salaire, une ristourne proportionnelle au montant des impôts qu'elle fait rentrer dans les caisses de l'État, ce rôle faisant d'elle un extorqueur direct de surtravail.

## La bourgeoisie d'État

- 45 La valorisation du capital, sous la Première République, s'effectue donc au sein d'un système de classes où le plus gros de la plus-value est capté par la bourgeoisie internationale. Contrairement à ce qui se passe dans les formations sociales caractérisées par un mode de production capitaliste développé, les rapports de production, ici comme sous la colonisation, ne s'accompagnent pas d'« une autonomie spécifique de la structure juridico-politique de l'État » (Poulantzas, *op. cit.*), leur reproduction exige l'intervention de la contrainte étatique. C'est à la bourgeoisie d'État malgache que revient la tâche historique de succéder, sous la tutelle de la bourgeoisie d'État française toujours présente, au pouvoir néocolonial, d'assurer la réalisation des conditions de pénétration et de généralisation des rapports marchands à travers le développement du marché du travail et du marché des biens, de « décomposer » – dans le sens que Lénine donne à ce terme – la société malgache.
- 46 Les membres de cette bourgeoisie bureaucratique sont de recrutement hétérogène.

## Les politiques

- 47 Les politiques constituent le noyau du pouvoir : comme le fondateur du Parti social démocrate (PSD) parrainé par la SFIO française, Philibert Tsiranana, ils proviennent des couches moyennes de l'administration coloniale et constituent au départ un petit groupe uni dans une même vision politique, où phobie d'un retour au pouvoir des Merina et protection des intérêts français sont étroitement liés, et ceci depuis leur appartenance ou sympathie envers le Parti des déshérités de Madagascar (PADESM) qui s'opposa dès 1946 au nationalisme du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM). Des déterminations historiques sont ici à la base de choix politiques. Aux fondateurs s'ajoutent des membres issus des couches moyennes de la petite bourgeoisie administrative, des employés, des cultivateurs aisés, des commerçants et des planteurs, embryon de la future classe dirigeante. Aux non-Merina enfin, les Merina étant le peuple ayant constitué le Royaume de Madagascar, ont été agrégés, dans un souci de représentativité et de crédibilité, des membres de toutes les « ethnies », de façon plus adéquate des membres des peuples dotés de leur propre organisation politique avant la défaite devant le colonisateur, recrutés selon leur appartenance à l'« élite », des médecins surtout, qui se considèrent comme les leaders naturels du pays.
- 48 L'intégration, au sein de l'équipe dirigeante une fois constituée, de deux des trois parlementaires exilés en 1947 (les députés Ravoahangy et Rabemananjara, tandis que Raseta, fidèle à ses idées, rejoint l'opposition) a pour objectif, et en partie pour effet, d'arracher aux nationalistes l'audience que ceux-ci détenaient.
- 49 Cette fraction politique de la bourgeoisie d'État est un enfant de l'ex-métropole (*zaza navela*). Élevée dans la bureaucratie coloniale, elle hérite de celle-ci la haine des nationalistes, un anticommunisme viscéral, le culte de l'autorité étatique et de la loi. Elle

tient de ses origines petites-bourgeoises le désir de promotion sociale (*miakatra*) et veut l'imposer à tous. Pour la nation, elle désire le progrès, terme vague dont le contenu n'est jamais explicité : il s'agit pour l'atteindre d'appliquer à l'échelle nationale l'ensemble des efforts individuels à la réalisation d'un modèle qui n'est autre que celui de la société de consommation. Les pauvres sont pour elle des paresseux, des gens qui ne se démènent pas (*kamo, tsy mikofokofoka*). Le développement, terme vague lui aussi, signifie progresser, c'est-à-dire suivre les traces des pays développés. En même temps que ces valeurs reflètent ses origines, elles justifient sa position : elle puise la légitimation de son pouvoir dans le rappel d'une indépendance obtenue par la négociation, sans recours à la violence alors que les nationalistes, dont ce fut l'arme, n'ont, selon elle, rien gagné en la pratiquant ; d'autre part elle assure unifier la nation en considérant les Malgaches comme un tout, sans discrimination ni d'origines, ni de classes sociales, sous-tendant par là que les Merina, les « marxistes » de l'AKFM (Antokon'ny Kongresin'ny Fahaleovantenan'i Madagasikara, Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar), principale opposition structurée, s'ils avaient le pouvoir, diviseraient la population.

- 50 De ses modèles français, elle retient le style de pouvoir, mais se heurte, en l'appliquant, à de sérieuses résistances. Sous la colonisation, les rapports de pouvoir entre les dirigeants et la population passaient par l'écran de notables supposés représenter celle-ci, simples organes de transmission des ordres reçus : ce que pouvait penser la masse importait peu, pourvu qu'elle s'exécute.

## Les hauts fonctionnaires, les techniciens

- 51 Les hauts fonctionnaires, ou techniciens – que nous distinguons des politiques de par leur recrutement comme de par les fonctions qu'ils occupent – appartiennent au groupe apolitique des diplômés des grandes écoles et facultés françaises. Ils se situent au niveau le plus élevé de la hiérarchie administrative et à la direction des entreprises semi-publiques. Ils sont d'origine petite-bourgeoise, Merina dans leur très grande majorité, le temps d'être remplacés au fur et à mesure de la formation de non Merina.
- 52 Il y a eu à la fois continuité et rupture par rapport aux hiérarchies précoloniales : les classes dominantes ne se sont plus reproduites comme telles pas plus que les classes dominées. Sous la colonisation, le maintien dans les couches dirigeantes se réalise par le savoir, par l'argent, par les accommodements avec le pouvoir. Ces modes sont utilisés sélectivement ou de façon cumulative selon les positions prises vis-à-vis du conquérant. Les stratégies individuelles se mêlent à celles des destins de groupes. Les familles aux positions nationalistes ont tenté de maintenir leur rang en marge du pouvoir dans les professions libérales, le commerce, la religion, en envoyant certains de leurs enfants en France. Beaucoup ont échoué et se sont prolétariés. Les autres, par conviction (fascination de la rationalité, de la supériorité technique, rejet des « superstitions »), par stratégie de conservation et de permanence des statuts ou de revanche par rapport à ceux-ci, ont joué la carte de la collaboration, avec plus ou moins de succès également. Le sentiment de la dépendance se conjugue ou s'oppose à celui de la fascination pour les insignes de la modernité, signes de supériorité. La force des idéologies familiales et nationales a fait que parfois, en dépit de conflits violents qui opposent les uns aux autres, le collaborateur devient le protecteur, chargé de la promotion des membres de son groupe d'origine. Les techniciens de la Première République représentent les résultats des bouleversements sociaux de trois générations : l'on y retrouve aussi bien les

petits-enfants des nationalistes que ceux des ralliés, tous diplômés et apolitiques (les quelques individualités qui ont des positions politiques auront des carrières tourmentées). L'accumulation du savoir depuis des générations, les motivations, ont cependant favorisé, au-delà des stratégies, les descendants des groupes autrefois dirigeants. La perpétuation des statuts s'est réalisée, en marge du système économique, dans les églises et les temples de la capitale et de ses campagnes, au niveau des alliances matrimoniales, à travers les prestations cérémonielles.

- 53 Les diplômés, arrachés à la concurrence de leurs camarades français dans les grandes écoles et les facultés métropolitaines donnent droit pour ces diplômés au lendemain de l'indépendance à des postes de responsabilités : il y a en fait peu de postes à pourvoir par rapport au nombre de cadres. Ils constituent une minorité parmi les diplômés malgaches : certains d'entre eux-ci sont restés en France, où les salaires et le niveau de consommation sont de beaucoup plus élevés ; certains se sont engagés dans le secteur privé mieux rémunéré et où les contraintes politiques seraient moindres ; certains, à égalité de diplômés, se sont contentés de postes discrets, inférieurs, leurs idées politiques les empêchant d'adhérer au régime.
- 54 Les techniciens au pouvoir ont le culte de l'État - tradition française, mais aussi du Royaume de Madagascar, à quoi s'ajoute le fait que, dans une économie où le secteur privé est quasi inexistant ou, quand il existe, est étranger, il est honni et l'entreprise est considérée comme un centre de prédation. Pour servir cet État ils acceptent de se situer sous les ordres des assistants techniques français dont ils contestent l'ingérence et qui voient en eux des concurrents, sous les ordres des politiques dont ils méprisent l'incompétence, le manque de savoir et de « culture ».
- 55 Ils se considèrent entre eux comme une « génération sacrifiée ». Très peu vivent leur unité avec le peuple de leur pays dont ils ignorent la culture profonde ou qu'ils évaluent à travers leurs critères d'occidentalisés. Individualistes, ils considèrent que leur qualification sur le marché de l'emploi leur donne des droits.
- 56 Leur séjour en France, à l'âge des études supérieures, n'a pas été une parenthèse passagère mais le temps décisif qui désormais fait pour eux référence : ils y ont appris à se nourrir, à se vêtir, à penser, à ressentir, autrement que leurs compatriotes de toutes les classes sociales. Leur niveau de consommation, de retour au pays, se modèle sur celui des cadres étrangers présents à Madagascar, aux salaires de beaucoup supérieurs.
- 57 Leur pouvoir est d'ordre technocratique et bureaucratique. La condition de leur maintien réside dans la confiance d'un patron, le ministre qui ne peut rien sans eux, et des conseillers français qui veillent à leur ôter toute initiative. Ils n'éprouvent pas le besoin, sauf exception, de s'affilier au PSD dont ils refusent de dénoncer les abus tant qu'ils ne sont pas personnellement concernés, se contentent de soutenir la « candidature » du chef de l'État lors des élections présidentielles. Leur présence au pouvoir n'est que tolérée par les politiques qui tentent de procéder par étapes à leur remplacement par des cadres qui soient des inconditionnels.
- 58 Cette fraction de la bourgeoisie d'État ne remet qu'exceptionnellement en question le schéma de développement conçu par la bourgeoisie étrangère et auquel ils collaborent. Ils sont conscients de la dépendance économique de leur pays, des mécanismes de cette dépendance ; ils n'ont pas le pouvoir d'y remédier, ni intellectuellement, ni politiquement ; ils ne peuvent imaginer de modèle alternatif de développement, ils n'ont aucune prise sur les décisions fondamentales.

## Le style de pouvoir

- 59 On ne peut à notre avis analyser le pouvoir des dirigeants de la Première République comme le simple remplacement des colonisateurs au sein d'un appareil étatique inchangé.
- 60 La violence coloniale quotidienne ne se comprenait que parce qu'elle était étrangère. Entre soi, entre Malgaches, unité d'individus socialisés par une civilisation du respect, du dialogue, la violence serait inutile. Si les Français y ont recours c'est qu'ils sont étrangers, ne sont pas malgaches. Si on leur obéit c'est que, dans la logique guerrière, les perdants au combat subissent la loi des vainqueurs, temporairement.
- 61 Dans l'idéal, le pouvoir ne peut s'exercer en dehors du processus préalable de prise de décision commun, comme autrefois dans les communautés familiales et villageoises qui, dans l'idéologie, demeurent les référents les plus forts. Idéalement, les décisions, avant d'être arrêtées par des supérieurs doivent être expliquées, proposées, acceptées par ceux qui auront à les mettre en pratique. L'on attend des responsables des décisions éclairées, prises en fonction des contraintes de tous.
- 62 Au niveau des aspirations populaires, l'indépendance signifie le recours, la mise en application des façons de faire et d'être malgaches ; l'on attend des dirigeants qu'ils se comportent en Malgaches, en « être humains », en respectant les valeurs et pratiques en matière d'autorité (l'on s'étonne de trouver en un Européen des qualités humaines).
- 63 Les dirigeants quant à eux, en prenant la place des Français, ont maintenu leur style de pouvoir : discours qui n'a pas besoin de réponses (*kabary tsy valiana*) ; ordres donnés avec morgue, sans considération de l'âge, du sexe, du statut, de l'honneur de quiconque (pas de respect des conduites catégorielles) ; exigence d'exécution immédiate quelles que soient les contraintes et circonstances (*miaraka amin'ny vava*) ; monopole de la parole ; mépris des interlocuteurs dont on ne soupçonne même pas les qualités, ni les cheminements de pensée ; interprétation de la moindre hésitation ou réticence comme une insurrection contre la loi toute puissante ; menaces, appel aux forces de répression sous tous les prétextes, etc.<sup>2</sup> Ce style de pouvoir fleurit dans les campagnes, « terres éloignées des princes » (*tany lavitra andriana*) ; la population y voit le comportement de subalternes commettant abus et exactions parce qu'ils sont hors du contrôle de leurs supérieurs ; les racines du pouvoir sont inconnues, seuls ses détenteurs immédiats sont refusés ; on leur oppose un jugement ironique qui, bien que muet, n'en est pas moins perçu pour ce qu'il est : un mépris pour l'inhumanité, le mal savoir-vivre, une délégitimation.
- 64 Les politiques se comportent selon une vision dépréciative, réductrice, de la paysannerie : ils voient en elle un ensemble indifférencié d'individus aux besoins sommaires, des gens sans problèmes superflus. Les dirigeants ont ainsi l'habitude de s'adresser au monde rural par slogans, monosyllabes et messages simplistes, expression de la position infantile où il tiennent la population ; à moins que ces discours onomatopéiques ne traduisent le niveau élémentaire de leur expression orale, l'impossibilité de la communication ; lorsque les discours sont écrits, le ton, les phrases changent, l'on entre dans le monde de la solennité et de la distance totales.
- 65 La débauche de signes matériels étrangers dont les dirigeants s'entourent ne repose pas à notre sens sur un « mimétisme »<sup>3</sup> du pouvoir colonial disparu, quoique les modèles en demeurent, qui les persuaderait d'être devenus magiquement des Français, et qu'ils

accentueraient pour asseoir leur pouvoir. Elle procède d'un comportement de membres de la petite bourgeoisie de tous les pays qui découvrent le monde de la consommation, et croient accéder, à travers celle-ci, à un statut supérieur.

- 66 Ce sont, dans la logique des rapports sociaux et culturels spécifiques à Madagascar, les exclus de la consommation – mais qui en connaissent la saveur – qui estiment que l'ostentation de biens matériels des riches et des puissants les écrase socialement (*manitsaka*), est une façon de les mépriser, de leur reprocher (*mandatsa*) leur faiblesse économique ressentie comme une défaite, et ceci à l'image des rapports compétitifs inter-statutaires entre lignages.
- 67 Il y a longtemps que les éléments matériels des civilisations industrielles sont devenus les caractéristiques naturalisées, au niveau international et au-delà des cultures – des classes qui y ont accès. Les autres classes en éprouvent aussi le désir pourvu que l'enseignement, les milieux fréquentés, contribuent à les présenter pour ce qu'ils sont : des attributs des classes supérieures auxquelles on voudrait ressembler.
- 68 En-deçà d'un niveau de revenu qui rend ces objets inaccessibles, le non accès peut aboutir à la valorisation de ce que l'on possède, à la résignation, aux frustrations.
- 69 La démarche culturaliste qui consiste à assigner une appartenance à chaque trait culturel et qui compare une civilisation à une autre échoue à nous faire comprendre le succès comme le refus des éléments de la civilisation industrielle auprès des différents segments de la population : les attitudes passent par les rapports internes statutaires et ne sont pas exclues du champ des rapports sociaux. En dehors de mouvements organisés, de masse ou dirigés d'en haut, de valorisation du « capital culturel », en dehors de conditions politiques qui n'ont jamais existé à Madagascar que de façon transitoire et minoritaire, il ne peut en être autrement. L'on parle alors de « sociétés fragiles », de « sociétés qui singent ».

## Le parti-État

- 70 La mainmise de l'administration et du Parti social démocrate sur la population est quasiment totale. « Le parti est installé à tous les leviers de commande, tant gouvernementaux qu'administratifs ; il se confond avec le *Fanjakana* (l'État). Le pouvoir présidentiel fort, monarchie déléguée mais tempérée, la centralisation croissante ont renforcé et étendu l'emprise du parti sur tout le pays et les ramifications de celui-ci s'étendent jusqu'au plus humble village » (Lefèvre). Aussi bien les circonstances que les appuis dont il a bénéficié et la faiblesse de ses adversaires seraient à la base du « succès » du PSD : « transformations du statut de Madagascar, aide et conseils de l'administration française d'abord, mainmise ensuite de plus en plus totale sur l'administration, utilisation des institutions qu'il forgera lui-même, sens de l'adaptation des buts du parti à l'évolution des situations, erreurs de ses adversaires, souci de l'organisation et de la doctrine qui le placent en bonne position en face des partis qui négligent les nécessités de l'action politique » selon un propagandiste (Lefèvre). En 1959, il compte, à la veille de l'indépendance 411 sections, en 1963, 2 784. Son implantation définitive est achevée en 1963-64.
- 71 Beaucoup a été dit sur la fusion organique de l'État et du parti (et des organisations qui sont associées à celui-ci) : appareil du parti et appareil d'État se superposent ; le parti, c'est-à-dire une minorité active, draine à sa suite une marée de suivistes, truque les

élections, utilise l'argent de l'État comme le sien propre, s'attribue sans vergogne les réalisations de tous les producteurs. Une passion du pouvoir total sur les vies, sur les pensées, anime les dirigeants qui utilisent tous les leviers de l'État sans souci de popularité, en un rapport de forces constant avec la population, membres subalternes du parti compris.

- 72 Le régime qui n'a rien de socialiste ni de démocratique semble puiser ses modèles de pouvoir dans les pratiques absolutistes des temps monarchiques et coloniaux. « La peur est la base de la vie des paysans » (Roy, 1988 : 41).
- 73 L'appartenance au PSD constitue un passeport d'existence civile que l'on ne se prive pas de vérifier dans les campagnes. Les indicateurs de police s'infiltrèrent dans tous les milieux, les professionnels comme les bénévoles ; les écrits marxistes sont interdits de circulation ; la presse qui déjà s'autocensure, applique les techniques qu'elle a rodées pendant la colonisation, connaît, comme les opposants déclarés, poursuites, amendes, emprisonnements. Pour qui ne veut que la seule jouissance de ses droits de citoyen, il n'est pas bon de penser et de briser le silence.
- 74 La perception de la capitation, impôt monarchique sur la vie maintenu par la colonisation et encore en vigueur sous la Première République, théâtralise à l'échelle du pays la guerre qui oppose dirigeants et dirigés.  
Si, écrit G. Althabe, cet impôt personnel est perçu comme une simple recette fiscale (dérisoire par rapport à l'ensemble des recettes de l'État), la violence de cette pression, les formes qu'elle prend, tendent à humilier celui qui ne paie pas, à le présenter comme un rebelle, restent incompréhensibles. Le paiement de l'impôt est d'abord la manifestation du groupe bureaucratique au pouvoir (op. cit. : 43).
- 75 Nous avons évoqué la résistance idéologique des dominés qui accroît la frénésie des percepteurs ; celle-ci est amplifiée par la structure des rapports de hiérarchie bureaucratique au sein du parti lui-même, qui renvoie chacun à la répression de ses supérieurs, par l'intéressement des responsables de la capitation. Il faut enfin ramener la violence politique à la nature des gardiens de l'ordre néocolonial, aux pratiques politiques et aux idéologies des différentes classes sociales.
- 76 La bourgeoisie d'État est partagée. Une fraction des politiques prône le statu quo économique, une autre le capitalisme d'État, certains l'autorité, d'autres le paternalisme, une minorité gravitant autour des « développeurs », la participation.
- 77 Les techniciens, intériorisant les normes de la séparation du technique et du politique, se sont retirés des tâches ingrates de la gestion du politique.
- 78 En milieu rural la petite bourgeoisie de l'administration partage avec les notables la responsabilité du fonctionnement de l'appareil du parti-État ; acquise aux idées de progrès, elle s'acquitte des tâches d'encadrement total de la vie économique et politique avec zèle. Cette intervention du politique dans l'économie aboutit à des résultats contradictoires. Dans un sens, sa présence stimule la production ou du moins oblige la population à un surplus minimum qui permet de s'acquitter de l'impôt, de la cotisation du parti, d'acheter radios, tourne-disques, machines à coudre, lits en fer, vêtements, qui symbolisent le travail et l'adhésion aux injonctions des autorités au progrès et aussi d'accomplir les cérémonies de reproduction sociale.
- 79 Dans un autre sens, et ceci nous ramène à la nature des classes dominées, les rapports de violence bloquent la production à un niveau minimum. La petite bourgeoisie d'État a en effet sous sa coupe la petite bourgeoisie rurale prolétarisée, les salariés temporaires

autochtones comme migrants, organisés selon le mode lignager. Le pouvoir autre que lignager, de tous temps, par son exercice même, a renforcé la cohésion lignagère, la séparation des lignages en groupes d'intérêts distincts les uns des autres. Le repliement sur soi a toujours été le mode de défense maintenu, cultivé, contre tout pouvoir extérieur, en dépit de l'attraction exercée sur les jeunes par toute innovation. Ceci signifie que la violence politique détermine la cohésion sociale interne, rend impossible, cumulativement avec la détérioration des termes de l'échange, une production supérieure. Et ceci, d'autant plus que l'idéologie du pouvoir magnifie le temps glorieux de l'unanimité villageois autour du pouvoir et que tout déviant vis-à-vis des valeurs secrétées représente la dissidence, la destruction de ce à quoi tous travaillent, le mal en soi<sup>4</sup>.

- 80 Le pouvoir du parti-État revêt une autre forme en milieu urbain. Dans le secteur privé, les tâches de mise au pas s'exercent à travers le « despotisme d'usine », chacun étant renvoyé à ses supérieurs. C'est dans le secteur public que le parti exerce le plus ses pressions.
- 81 Nous avons vu que la fraction des techniciens, sauf exception, n'avait pas besoin de s'abriter derrière le politique dans les premières années de l'indépendance. Avec la promotion accélérée des cadres politiques (ENAM, IHEOM, CEFEB, etc.) à Madagascar comme en France, le marché du travail se resserre, les assurances politiques deviennent nécessaires pour qui veut perdurer. Adhérer au parti c'est se doter d'atouts en termes de promotion sociale, de hauts salaires, d'avantages, c'est aussi participer au pouvoir, et pour certains avoir toute latitude pour entrer dans le réseau de l'impunité.
- 82 La petite bourgeoisie de l'administration, des couches supérieures comme inférieures, est la principale victime de la volonté de puissance du parti. Sans classe inférieure sur qui exercer le pouvoir – à la différence de son équivalent rural – elle constitue la main-d'œuvre des défilés, mobilisations, corvées politiques en l'honneur des dignitaires, sans en retirer d'autres avantages que la participation au pouvoir mais sans grand espoir de promotion.
- 83 Les classes urbaines sont, on le sait, bénéficiaires des mesures économiques prises par le régime : emploi dans les entreprises et les administrations, blocage du prix des denrées vivrières, subventions, infrastructures. Leur niveau de consommation, permis par ces mesures, ne peut se comparer à celui des classes du milieu rural.
- 84 À la base économique des options prises, nous trouvons également les origines petites-bourgeoises des classes au pouvoir. La petite bourgeoisie, une fois au pouvoir, fixe à son échelle les besoins dont elle programme la satisfaction : consommation européanisée, accès à l'instruction secondaire et supérieure. Les projets qu'elle forme pour les classes qui lui sont inférieures occupent un champ plus restreint : satisfaction du « ventre », enseignement de type rural. Elle voit dans son propre mode d'existence le modèle que, dans sa propre perception, les paysans refuseraient ; ceux-ci, parce que leurs valeurs les éloigneraient du monde du progrès, de la « civilisation », n'auraient pas les mêmes besoins. Elle a intériorisé et traduit en action les schémas dualistes dominants ; alors que l'indépendance signifie dans les consciences populaires la possibilité d'honorer ses propres coutumes, elle se livre, de façon obsessionnelle, à la guerre contre les « pratiques traditionnelles ».

## Contestations

- 85 Dans l'exercice de son rôle de gendarme des intérêts étrangers en place, le pouvoir rencontre de sérieuses difficultés. Il élabore, pour l'opinion du monde extérieur qui seule compte dans les pays dépendants, le mythe de l'île heureuse, ou plutôt il le reprend aux colonisateurs : Madagascar serait un havre de stabilité, de docilité, de non violence.
- 86 Mais l'histoire quotidienne, celle du monde rural surtout, se confond avec les abus de pouvoir, les contestations matées, d'une majorité qui ne peut s'exprimer. Elle se confond aussi avec les effets de la logique de l'idéologie communautaire : d'un côté, par le pouvoir, l'appel à une communauté tissée par l'appartenance à la même nation, de l'autre, par la population, la plainte que les grands (*lehibe*) refusent :
- d'accomplir les devoirs qui leur reviennent du fait de la place qu'ils occupent par rapport aux « Madinika » (Petits). Ce qui est mis en cause par les « Madinika, ce n'est pas la hiérarchie, le fait que les uns se trouvent par rapport aux autres dans une position hiérarchique, c'est la qualité de la relation entre les deux termes posés dans un rapport hiérarchique (Roy, *ibid.* : 18).
- 87 Il faut distinguer ici, parmi les formes de lutte de la population, les révoltes spontanées de l'opposition organisée.
- 88 Les révoltes spontanées viennent surtout du monde rural. Là le pouvoir rencontre des masses qui le refusent, au nom de l'exercice d'une violence inutile ; à ceci s'ajoute, dans l'histoire et la culture, la conception idéalisée d'un État dont l'autorité repose sur les fonctions assurées au profit du peuple (*vahoaka*, les sujets) par le pouvoir centralisé. L'on attend de ce pouvoir qu'il organise, coordonne, protège, vienne au secours. L'État indépendant ne se comporte pas en couple de parents (*ray aman-dreny*) soucieux de ses enfants. Bien loin de protéger des abus des exploités de tout acabit, il en est le complice.
- 89 Les sociétés paysannes en fait traverseraient depuis l'indépendance une crise d'identité profonde : aussi bien les familles chrétiennes que les « familles ancestrales et divines »<sup>5</sup> vivraient cette crise :
- Il y a une crise d'identité de toutes ces familles dans la société politique qui a surgi de l'Indépendance : aucune des familles chrétiennes ou non chrétiennes, ne se reconnaît une communauté partagée avec les dirigeants malgaches, fonctionnaires et élus... Les familles chrétiennes jugent que le comportement des dirigeants malgaches à leur égard n'est pas conforme au comportement que l'on doit attendre de Malgaches partageant le même Dieu, tandis que les familles ancestrales et divines jugent que le comportement des dirigeants n'est pas conforme au comportement attendu de Malgaches partageant les mêmes ancêtres et le même Dieu.
- 90 Les violences sur la pensée paralysent les intellectuels. Les luttes spontanées sont le fait de paysans excédés. À la SOMASAK, les paysans dont on a délimité les terres pour en faire des exploitations d'agro-élevage, se couchent devant les tracteurs, manifestent contre les courbes de niveau. Dans les zones de riziculture sur brûlis, les agriculteurs attaquent la forêt sans autorisation préalable : l'autorisation de culture n'est en effet octroyée qu'après le paiement de la capitation, de la cotisation du parti, une fois matérialisée la loyauté au pouvoir. Dans les zones de l'Opération de productivité rizicole certains villages d'opposition refusent en bloc le repiquage en ligne. Dans certains cas les paysans pratiquent le repiquage en ligne mais sans engrais, « pour avoir la paix ». En 1969, au

lendemain de dégâts cycloniques qui détruisent les cultures, les paysans ont du mal à payer leurs impôts. Pressurés, leur mécontentement se traduit par d'immenses feux de brousse dont on ne connaît jamais les auteurs.

- 91 L'opposition organisée se manifeste à travers les pratiques des partis et des syndicats opposants, à travers les actions étudiantes de la fin du régime.
- 92 Alors que plus de trente partis coexistaient au début du pouvoir PSD, deux seulement survivent et cristallisent l'opposition au régime. AKFM (Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar) et MONIMA s'entendent pour voir dans l'économie malgache la forme maintenue et développée du système colonial, en l'indépendance une fiction juridique (*fahaleovantena sandoka*) imposée par l'ancien pays colonisateur. L'accord conclu entre eux en 1958, qui prévoyait une division territoriale de leur implantation – le Nord du pays à l'AKFM, le Sud au MONIMA – prend fin en 1964, lors de l'approbation par l'AKFM de la loi-programme et du plan.
- 93 Les deux partis diffèrent et s'opposent en plusieurs points que nous nous contentons d'évoquer :
- 94 – l'AKFM, dont la force principale repose sur le verbe de son président fondateur, regroupe en son noyau initial une coalition de militants marxistes d'obédience soviétique et de nationalistes des professions libérales. Son champ d'action, malgré les dires de ses détracteurs, est vaste, si l'on se réfère aux conditions de lutte dans un pays dominé par un État-parti : il comprend tout d'abord la capitale où existe une implantation structurée à base petite-bourgeoise et de travailleurs, et où les élections se sont toujours faites à son avantage ; les campagnes de la province d'Antananarivo lui sont acquises dans la mesure, fluctuante, de la mainmise de la petite bourgeoisie protestante<sup>6</sup> de notables sur les paysans ; les principales villes de Madagascar contiennent des noyaux de militants du parti et du syndicat, d'employés et d'ouvriers, sous l'égide d'un encadrement assuré par des membres appartenant à des professions libérales ; il a enfin assis son emprise dans certaines régions où un travail politique avait été réalisé par le MDRM, à travers aussi l'Église protestante.
- 95 – le MONIMA, dirigé par Monja Jaona, s'organise autour de semi-prolétaires dépossédés de leurs terres sous la colonisation, de cultivateurs migrants et d'éleveurs, jeunes et chefs de clans ; à quoi s'ajoutent des intellectuels de la petite bourgeoisie enseignante. Son implantation est importante dans la paysannerie du Sud, parmi les ouvriers agricoles des concessions ; elle s'appuie sur plusieurs réseaux : celui des travailleurs migrants des campagnes et des ports, celui des paroisses protestantes, celui des chefs de clans et de lignages entre eux. Sur ces bases de classes il condense en une opposition radicale au régime la tradition de lutte contre le pouvoir colonial et l'analyse de classes d'intellectuels nationalistes comme marxistes. Cette tradition d'héroïsme appartient au trésor des valeurs populaires ; l'on y vénère et admire les hommes et les femmes emplis de puissance (*mahery*) qui résistent à l'injustice, qui sacrifient leur existence, refusent les honneurs pour dire non à ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis.
- 96 Ces deux partis ne diffèrent pas seulement par leur base de classe mais aussi par leur mode d'action.
- 97 L'AKFM qui est appuyé par les Soviétiques, soumet ses alliances, ses modes de lutte, à la stratégie d'ensemble du monde socialiste et à la vision pacifiste et collaboratrice d'une partie de l'appareil ; il se bat sur les terrains électoraux, dans la presse tananarivienne, il constitue « l'opposition de Sa Majesté », collabore à un programme gouvernemental qu'il

accepte à 80%, mais il doit tempérer sa base victime des persécutions du pouvoir. Sa dénonciation globale de l'impérialisme ne porte en fait aucune atteinte aux classes intérieures qui permettent la domination de celui-ci.

- 98 Le MONIMA, sans alliances extérieures, se bat seul, et doit retenir également une base impatiente en confrontation constante avec le pouvoir. Son travail d'organisation se réalise à travers une rareté extrême de ressources, dans des régions enclavées, dans les écoles et l'université, dans le milieu des étudiants malgaches en France. Sa défense contre les abus du pouvoir en milieu rural mobilise autour de ses dirigeants une fraction grandissante de sympathisants des milieux intellectuels et des professions libérales.
- 99 La fin du régime se dessine à partir de la grève de l'impôt et de l'attaque contre les centres administratifs décidée et exécutée par des paysans aux mains quasiment nues affamés par la disette de 1970-71. Le Sud, déjà naturellement exposé à la sécheresse, a été préposé à la culture des arachides industrielles pour le plus grand profit de commerçants indo-pakistanaïsi qui livrent sur le marché noir le manioc, le riz et le maïs. Après avoir alerté sans effet le pouvoir, le MONIMA décide d'approvisionner la région ; le manioc qui parvient à Tuléar est saisi.
- 100 L'on connaît quelques pans du processus qui entraîne dès lors la chute du régime : soulèvement MONIMA, répression sanglante approuvée par l'AKFM, mobilisation des étudiants de l'université autour de la FAEM (Fédération des associations d'étudiants malgaches) dirigée par les jeunes MONIMA, sympathies et dénonciations intérieures comme extérieures, mobilisation plus ou moins ouverte de l'Église catholique, déplacement de la révolte sur le rejet de l'oppression culturelle, grève des étudiants en médecine, grève des écoliers de la capitale, extension du mouvement aux enseignants, aux travailleurs, à tout le pays, entrée en scène de l'armée. Il faudrait ajouter, à ces actions connues, les positions moins connues mais peut-être aussi déterminantes : le sacrifice par le pouvoir français d'un régime allié qui ne peut plus contenir les revendications de la population, les stratégies politiques des militants, malgaches et français, celles de la bourgeoisie qui laissera faire.

## La question du pouvoir dans la sociologie et l'anthropologie

- 101 Le pouvoir, à Madagascar, a rarement fait l'objet d'études systématiques comprenant les implications et les effets des phénomènes de domination pourtant évidents à tous. La question du pouvoir est effleurée, jamais semble-t-il véritablement traitée. Ce qui existe de façon omniprésente à la veille de l'indépendance et durant la Première République, à l'époque du séjour ici d'Althabe, c'est une réflexion, directe ou indirecte, sur le nouveau discours intégrateur du capital qu'est l'idéologie du développement et par rapport à quoi se positionneront les uns et les autres.
- 102 Le développement préconisé par le discours dominant recouvre la croissance de la production dans le cadre d'une économie marchande élargie ; il propose une transformation dans les modes d'organisation, de consommation, d'éducation, d'être, à l'image de ce qui existe dans les sociétés industrialisées, dans un mouvement vers le « progrès » (*fandrosoana*).
- 103 L'aide extérieure, qui véhicule l'apprentissage de changements techniques, un système d'enseignement calqué sur le système français, des effets de démonstration dans la consommation sont considérés comme les moyens économiques et culturels de cette

entreprise. La substitution de dirigeants malgaches, fortement encadrés par des assistants techniques français, à l'administration coloniale dans un type de rapports de pouvoirs inchangé, à quoi s'ajoute l'encadrement du parti-État, doit assurer le contrôle de la population. Comme sous la colonisation, l'impôt par tête de la population masculine en âge de travailler est doté d'une double fonction, celle de contrôle de la circulation des hommes et celle de l'incitation au travail.

- 104 L'on ne peut dans le cas de Madagascar, en dehors de la production universitaire et des écrits des analystes aussi bien journalistes qu'individus, faire état de théories et de théoriciens du développement, tout au plus de courants d'idées, de discussions individuelles ou collectives, de résolutions de groupes qui influencent les politiques et les pratiques. Ici, comme dans bien des domaines, la pensée des nationaux intervient peu sur l'action, quand bien même elle est liée à celle-ci. Il n'existe ni de tradition de l'explicite ni de la réflexion écrite (s'individualiser fut-ce par la pensée est perçu comme une volonté de singularisation) ni surtout de moyens d'édition et c'est en fait en filigrane à travers études, colloques et discours que des reconstructions peuvent être opérées. Les quelques rares intellectuels non organisés au sein de partis qui tentèrent d'exprimer une pensée de résistance au pouvoir furent condamnés très vite, dans une société où penser librement est traduit comme une rébellion et condamné à une mort sociale.
- 105 L'essentiel des réflexions et messages sur le développement viennent de l'extérieur et porte les caractéristiques de leurs origines.
- 106 Ceci étant, les voies de développement sont ambiguës à l'image des contradictions qui opposent entre eux les membres de l'équipe dirigeante de la Première République qui traduisent des intérêts différents du capital central.
- 107 L'on peut distinguer tout d'abord les partisans d'une économie libérale mise en œuvre en coulisses par la puissance ex-colonisatrice, voie à laquelle adhère un noyau de « technocrates » malgaches. Pour cette fraction des groupes au pouvoir, la population doit être délivrée du carcan du monde traditionnel, accepter l'innovation, technique et culturelle, cesser de dilapider son surplus dans les circuits cérémoniels et adopter l'état d'esprit de l'entrepreneur (ceux qui prêchent cette attitude sont des fonctionnaires !). Les moyens de cette libération sont l'aide extérieure, l'encadrement implanté au niveau des opérations de développement et l'incitation à la consommation. Cette fraction se localise dans les instances de décision économique.
- 108 L'on peut distinguer par ailleurs les adeptes d'une politique socialisante, prônant une place privilégiée de l'État dans le domaine économique ; la domination du secteur d'import-export constitue pour eux le principal obstacle au développement du pays, de même que les relations par trop privilégiées avec la puissance ex-coloniale. Cette fraction, qui contrôle la sphère politique, a intériorisé, en dépit de ses déclarations, la vision ethniciste et paternaliste des rapports de pouvoir coloniaux. La population à ses yeux constitue une masse arriérée qu'il faut diriger de façon autoritaire, par la violence administrative, par l'imposition de normes et, en cas de résistance, par la répression pénale. Elle organise, au profit des membres du parti dominant et de sa clientèle, les syndicats de commune, les coopératives et les fermes d'État, comme moyens de concurrencer le monopole de l'économie de traite et le secteur productif privé, ce qui aboutit à la création d'une couche sociale de notables dans l'agriculture.
- 109 Entre les deux groupes, un clan minoritaire adhère aux options libérales mais prône la « participation » de la population aux prises de décision dans leur milieu. Cette

« animation rurale », qui se heurte sur le terrain aux services administratifs de type classique, escompte une mobilisation de la population à partir de l'action de leaders issus des milieux locaux, l'exemple devant se propager en « tache d'huile ».

- 110 Les études réalisées durant cette période portent la marque de l'idéologie du développement qui constitue le bain intellectuel ambiant, et qui est avant tout un produit étranger. Les visions de la population qui s'en dégagent sont tributaires de la situation d'extériorité des observateurs, comme des courants idéologiques européens à peine transposés à Madagascar. Peu d'études dépassent le niveau superficiel, statistique ou impressionniste de la connaissance. La plupart portent la marque de l'idéologie dominante en matière de développement qui voit dans les particularités sociales et culturelles de la population des « obstacles au développement », attitude qui, si on la systématisait, conclut à l'impossibilité du type de développement proposé puisque celui-ci passe par l'anéantissement de l'être des sociétés et des hommes.
- 111 Les schémas des opérations de développement, des sociétés d'aménagement, sont élaborés à partir de modèles qui réduisent la réalité paysanne à des catégories marchandes et portent atteinte, dans leur mise en place comme dans leurs effets, à l'équilibre fragile des économies rurales.
- 112 C'est ainsi par exemple que les terres, lieux de production comme d'ensevelissement des ancêtres sont interchangeable pour les technocrates qui les aménagent, les remembrent, les redistribuent en spoliant les héritiers, en réclamant des frais d'aménagement.
- 113 C'est ainsi aussi que les techniques d'intensification du riz, fortement consommatrices d'engrais minéral et donc réservées aux paysans aisés seulement, sont encadrées par les vulgarisateurs agricoles appuyés par les responsables locaux du Parti social démocrate (le PSD).
- 114 La guerre menée par les « développeurs », à travers la petite bourgeoisie administrative, contre le *famadihana* (les deuxièmes funérailles), les rites consommateurs de bœufs, etc., repose, en dehors des justifications élaborées qui, toutes, culpabilisent la culture paysanne, sur l'impossibilité d'une part de faire procéder à la création d'un surplus supérieur, d'autre part de capter celui qui circule en dehors des structures dominantes de l'économie (linceuls d'artisan local, bœufs, riz, pierres tombales etc.) Personne à notre sens n'a tiré, pour l'action, les leçons, inadmissibles pour la logique économiste, de cette logique lignagère : la réalisation d'un surplus passe par le respect, voire l'encouragement des valeurs paysannes, par la fin de l'agression et l'enracinement.
- 115 Les études de préparation et d'évaluation des opérations de développement qui se déploient à cette époque, dans le secteur agricole surtout (BDPA, SATEC, SCET-Coopération, SEDES, CINAM, etc.) procèdent, à Madagascar comme dans tout le monde sous-développé, de façon identique et systématique. Elles analysent tout d'abord les unités de production de départ, répertorient les actifs disponibles, les spéculations effectuées, les instruments de travail et les techniques utilisées, les superficies cultivées, la production obtenue, le volume et le montant de l'autoconsommation et des ventes. Raisonnant comme si la population était faite d'exploitants soucieux de rentabilisation et de profit, dotés de comportements économiques de type occidental, elles proposent des schémas d'exploitation que l'achat d'intrants, l'usage de techniques nouvelles, la mise en place du système d'encadrement et de commercialisation doivent rendre plus performants ; procédant au bilan des actions proposées, ces études constatent que les résultats sont décevants, que seule une minorité tire avantage des innovations et

concluent très vite à l'inaptitude de la population au changement, au poids des structures sociales et de la tradition.

- 116 Seuls peut-être parmi les sociologues ayant travaillé sur Madagascar, G. Althabe et D. Desjeux (1979) ont analysé et souligné la nature du pouvoir dans le monde rural, son rôle déterminant et ses effets dans le champ du développement. Pour G. Althabe, nous l'avons vu, la perpétuation des rapports de pouvoir de type colonial au lendemain de l'indépendance rend les dirigeants illégitimes aux yeux d'une population qui aspire au rétablissement des modes malgaches (idéalisés) de régulation de la société. Face aux exactions de ses dirigeants (oppression de l'impôt, lutte contre les interdits ancestraux, lutte contre le pouvoir des anciens, mise au pas par le parti dominant, etc.), la population se replie sur elle-même. La contestation se réfugie au niveau culturel, imaginaire, dans l'adhésion au culte du *tromba* (possession par les esprits de morts individualisés) qui porte atteinte aussi bien au monde des ancêtres qu'au monde des étrangers (administration, christianisme). Ce que l'observateur pressé prend pour des traits de fixité culturelle constitue donc des réactions-refuge dans un contexte d'oppression politique. Loin d'être passives, les sociétés asservies secrètent les mécanismes de leur préservation, par une actualisation dans l'imaginaire des valeurs censées être celles du passé. Dans ces conditions aucun élargissement de la production ne paraît possible.
- 117 D. Desjeux, lui, est le seul, à notre connaissance, à intégrer de façon concrète dans ses analyses du paysannat malgache les intérêts économiques au niveau du marché mondial, à faire apparaître sur la scène malgache les véritables décideurs à travers l'écran de la bureaucratie de l'encadrement. Il montre en effet, pour les années 70, « comment un facteur technologique, l'engrais minéral, principale "innovation technique" proposée par une opération de développement rizicole, intègre la formation sociale malgache au marché mondial tout en provoquant la paupérisation de la paysannerie », et comment la politique d'intensification échoue pour avoir été essentiellement techniciste. Les normes techniques prônées, analyse-t-il, « ne tiennent pas compte des rapports sociaux hiérarchiques qui structurent les sociétés merina et betsileo, de la répartition inégalitaire des terres entre paysans, de la division sexuelle des tâches, et de la faible surface agricole, moins de 1 ha, pour la plupart des paysans ».
- 118 Il faut aussi retenir le travail d'équipe de l'enseignement par correspondance diffusé par l'École nationale de promotion sociale dans ses sections développement, journalisme, animation du monde rural, lieu où s'élabore autour de Germain Rakotonirainy, Ph. Hugon (1976), Anne Guillou (1990) et bien d'autres individualités, une réflexion en profondeur, interdisciplinaire, pleine de générosité et ancrée dans le réel conflictuel de la société malgache. C'est là que sont mis au point les programmes d'enseignement diffusés auprès des cadres moyens actifs dans tout le pays, programmes mettant en cause l'idéologie officielle et dessinant les lignes de futurs possibles, que se réalise une évaluation des systèmes d'enseignement, que naissent les études de J. Pavageau (1974, 1975, 1981) sur l'infériorisation des jeunes paysans dans la région de micro-exploitations de Manjakandriana, de Ph. Hugon sur l'enseignement ; c'est là aussi que J. Negroni (1980), A. Bouillon (1981), M. Beaucourt (1971) puiseront la matière de leurs travaux ultérieurs. Les mouvements sociaux de 71, de 72 y seront mûris.
- 119 Pendant la même période, des chercheurs de l'ORSTOM et de l'université remettent en question la démarche economiciste et l'idéologie qui sous-tend celle-ci.
- 120 À l'ORSTOM, autour de Gérard Althabe et de Gérard Roy (1963, 1965) qui, eux, s'attachent à l'analyse des problèmes contemporains (sociétés d'aménagement, pouvoir, migrations

- etc.), des chercheurs – sociologues, géographes – interrogent les facteurs du nondéveloppement, examinent l'histoire bouleversée des conflits internes aux sociétés malgaches intrinsèquement mêlés aux dominations venant de l'extérieur, s'interrogent aussi sur les structures sociales et la culture.
- 121 C'est ainsi que G. Roy, procédant à l'évaluation des actions des sociétés d'aménagement, dénonce l'a-priorisme des concepteurs qui veulent retrouver l'*homo œconomicus* partout, leur méconnaissance des valeurs et des mécanismes de fonctionnement des sociétés malgaches. Dans une étude sur les migrations internes, joignant la critique à la démonstration, il souligne la finalité de celles-ci qui est de reproduire, à travers rites et cérémonies, les statuts dans les régions de départ.
- 122 Il faut aussi retenir la longue réflexion de J. Dez (1968) sur le développement à destination des responsables français du développement, et qui reste pertinente.
- Les actions de développement, écrit cet auteur, procèdent par europocentrisme, ce qui empêche la compréhension et la transformation de la société-cible de leur action. L'erreur fréquente commise consiste à juger des faits particuliers à Madagascar qui tombent sous le sens d'un observateur, en les situant inconsciemment dans le contexte d'idées et d'habitudes qui nous imprègnent, les interprétant à l'aide de conceptions et de croyances qui, parce qu'elles sont les nôtres, nous sont totalement évidentes, tellement innées, font tellement partie de notre mentalité qu'elles déforment nos jugements... L'approche des problèmes de Madagascar ne peut se faire qu'avec la conscience des conceptions fondamentales et des croyances de ceux qui peuplent cette île. Il faut bien en déduire que l'aide technique apportée par l'Occident devra en tenir compte si elle veut être réellement efficace.
- 123 Signalons encore : les travaux de P. Ottino (1963, 1965) dans les régions du Lac Alaotra et du Mangoky, ceux de R. Waast (1972, 1980), E. Fauroux (1980), R. Cabanes (1977), B. Schlemmer (1980), J. Charmes (1977), J. Lombard (1988), J. Wurtz (1973), S. Ramamonjisoa (1969)<sup>7</sup>, J. Bonnemaïson (1976). Certains de ces chercheurs consacrent leurs études à l'articulation des modes de production capitaliste et précapitaliste et montrent que les logiques de type précapitaliste donnent leur visage aux dynamismes et aux modes de fonctionnement des sociétés dominées. Jeune allocataire de recherche à l'ORSTOM nous avons abordé l'étude des phénomènes de dépendance tissés autour des systèmes de rangs et de l'argent<sup>8</sup> dans un milieu autrefois dominé par l'esclavage.
- 124 En ces premières années de décolonisation où toute pensée indépendante des schémas dépendants dominants était perçue par le pouvoir comme une adhésion à la pensée des « rouges », où en fait rien n'est admis qui ne passe par les chercheurs étrangers (le complexe d'infériorité, la dévalorisation systématique de soi et de ses compatriotes sont des traits inséparables de la colonisation culturelle), les universitaires malgaches n'abordent pas l'étude des phénomènes de pouvoir mais celle des déterminations culturelles dans leur relation au « développement »<sup>9</sup>.
- 125 En dehors de l'Université de Madagascar, il faudrait citer les nombreux travaux préparés dans le cadre des universités étrangères, monographies, analyses des transformations sociales, de la culture, qui enrichissent la connaissance de Madagascar et de la question du développement mais n'abordent pas la question des rapports de pouvoir.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- ALTHABE G., 1969. *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la Côte Orientale de Madagascar*. Paris, Maspero.
- ANSART P., 1977. *Idéologies, conflits et pouvoir*. Paris, PUF.
- BEAUCOURT M., 1971. *Les blocages de croissance de l'économie malgache*. Thèse. Université de Lille.
- BONNEMAISON J., 1976. *Tsarahonenana. Des riziculteurs de montagne dans l'Ankaratra*. Paris, ORSTOM.
- BOUILLON A., 1981. *Madagascar. Le colonisé et son « âme ». Essai sur le discours psychologique colonial*. Paris, L'Harmattan.
- CABANES R., 1977. « Le Nord-Est de Madagascar », in *Essais sur la reproduction des formations sociales dominées (Cameroun, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Sénégal, Madagascar, Polynésie)*. Travaux et Documents de l'ORSTOM, 64 : 87-105.
- CHARMES J., 1977. « De l'ostentation à l'accumulation ; production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles à partir de l'analyse du surplus », in *Essais sur la reproduction des formations sociales dominées (Cameroun, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Sénégal, Madagascar, Polynésie)*. Travaux et Documents de l'ORSTOM, 64 : 105-139.
- COPANS J., 1990. *La longue marche de la modernité africaine*. Paris, Karthala.
- DESJEUX D., 1979. *La question agraire à Madagascar. Administration et paysannat de 1895 à nos jours*. Paris, L'Harmattan.
- DEZ J., 1968. « Les structures de base du développement agricole, d'hier à aujourd'hui ». Colloque de Mantasoa, Tananarive. Faculté de droit et des sciences économiques.
- FAUROUX E., 1980. « Les rapports de production sakalava et leur évolution sous l'influence coloniale (région de Morondava) », *Changements sociaux dans l'Ouest Malgache*, 90 (collection Mémoires). Paris, ORSTOM : 81-109.
- GUILLOU A., 1990. *Les Femmes, la Terre, l'Argent*, doctorat d'État en Sociologie, Université de Nantes.
- HUGON Ph., 1976. *Économie et Enseignement à Madagascar*. Paris, Institut national de planification de l'éducation.
- HUGON Ph., 1986. *Les déterminants socio-économiques et historiques des déséquilibres économiques à Madagascar*. Paris, université Paris X (multigr.).
- LOMBARD J., 1988. *La royauté sakalava du Menabe, Essai d'analyse d'un système politique à Madagascar, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup>*. Paris, Travaux et Documents de l'ORSTOM, 214.
- MANANDAFY R., 1968. « Transformations sociales et actions de développement rural à Madagascar », *Terre Malgache*, 4.
- NEGRONI J., 1980. *Les colonies de vacances*. Paris, Grasset.
- OTTINO P., 1963. *Les économies paysannes malgaches du Bas Mangoky*. Paris, Berger-Levrault.

- OTTINO P., 1965. « Notables et paysans sans terre de l'Anony (lac Alaotra) », *Bulletin de Madagascar*, Tananarive, 224 : 19-63.
- PAVAGEAU J., 1974. *Hervé, jeune paysan malgache. Biographie d'un jeune paysan habitant un village de la partie orientale des Hautes Terres de Madagascar*. Paris, EHESS.
- PAVAGEAU J., 1975. « Les jeunes paysans et le développement des rapports marchands à Madagascar » (région de Manjakandriana), *Terre Malgache*, 17 : 1-28.
- PAVAGEAU J., 1981. *Jeunes paysans sans terre (Madagascar)*. Paris, L'Harmattan.
- POULANTZAS N., 1978. *Pouvoir politique et classes sociales*. Paris, Maspero.
- RAJAOSON F., 1969. *Contribution à l'étude du famadihana sur les Hauts Plateaux de Madagascar*. Thèse de troisième cycle en sociologie. Paris, Sorbonne.
- RAMAMONJISOA S., 1969. *Étude Animation Rurale. Rapport Majunga*. Paris, ORSTOM.
- RAZAFIMPAHANANA B., 1964. *Attitudes des Merina vis-à-vis de leurs traditions ancestrales*, thèse de troisième cycle. Tananarive, Faculté des lettres et des sciences humaines.
- RAZAFINDRATOVO-RAMAMONJISOA J., 1968-1969. « Étude du village d'Ilafy », *Annales de l'Université de Madagascar*, série lettres et sciences humaines, 8 : 3-15, 9 : 47-71, 10 : 51-74. Tananarive.
- RAZAFINDRATOVO-RAMAMONJISOA J., 1970. *Hiérarchies et alliances dans un village de l'Imerina*, thèse de doctorat de troisième cycle. Paris Sorbonne.
- ROY G., 1963. *Les migrations intérieures à Madagascar*. Tananarive, ORSTOM.
- ROY G., 1965. *La Société malgache d'aménagement de la Sakay (SOMASAK). Bilan de quatre années d'action*. Tananarive, ORSTOM.
- ROY G., 1988. *Trois études malgaches : idéologies communautaires et mythe de la communauté. Critique de l'idéologie de la communauté dans la société paysanne malgache des années soixante*. Paris, ORSTOM.
- SCHLEMMER B., 1980. « Conquête et colonisation du Menabe, une analyse de la politique de Galliéni », *Changements sociaux dans l'Ouest Malgache*, 90 (collection Mémoires). Paris, ORSTOM : 109-133.
- WAAST R., 1972. *Le développement de l'agriculture commerciale de la rente et du salariat dans le Sambirano (Nord-Ouest malgache)*. Tananarive, ORSTOM.
- WAAST R., 1980. « Les concubins de Soalala », *Changements sociaux dans l'Ouest malgache*, 90 (collection Mémoires). Paris, ORSTOM : 153-189.
- WURTZ J., 1973. *Structures foncières et rapports sociaux dans la plaine de Tananarive*. Paris, ORSTOM.

## NOTES

1. Selon M. Beaucourt (1971), du fait de la faiblesse de l'économie et de son caractère extraverti les recettes budgétaires de l'État sous la Première République sont essentiellement composées d'impôts indirects, de taxes et impôts sur le commerce extérieur surtout. Ces impôts indirects constituent 82% des recettes budgétaires en 1960, 74,6% en 1965 et 74,4% en 1969. Ces recettes budgétaires sont en général affectées aux dépenses de fonctionnement ; les investissements publics sur fonds propres ne s'élèvent qu'à 13,5% des recettes budgétaires sur fonds propres en 1969.

2. Alors qu'en 1992, puis en 2002, certains des candidats aux élections présidentielles avançaient comme programme le retour à une Première République idéalisée car préservée de la famine, il est bon de rappeler à quel prix fonctionnait ce régime, de rappeler que la violence sur les esprits en constituait le soubassement et le moteur.

3. Althabe (1969). Cf. aussi J. Copans (1990 : 184), pour qui la consommation empruntée marque la mobilité sociale : « La nécessité de la fonction bureaucratique est moins celle d'une régulation intersociale que de la redistribution d'un type spécifique de ressources matérielles et immatérielles. Le champ politique d'ailleurs exprime de plus en plus, selon les cas, dans l'appareil d'État ou au contraire indépendamment de lui (au sein du parti unique ou même d'institutions religieuses dominantes), ce mouvement de socialisation, d'apprentissage culturel propre à tout processus de reproduction de classe. La richesse, la protection des droits acquis, le mimétisme occidental (le vêtement, les voitures, les boissons, les écoles, etc.) sont des moyens non seulement de la distinction mais aussi de la mobilité sociale. L'État apparaît moins comme une fonction (encore moins comme une nation) que comme une classe sociale privilégiée : les remises en cause périodiques depuis près de vingt ans par les mouvements étudiants confirment la volatilité et surtout l'hétérogénéité des intérêts de ces classes dominantes ».

4. Voir à ce sujet G. Roy et J.F.R. Rakotonirina faisant une étude critique des valeurs unanimistes auxquels recourent les fractions dominantes du pouvoir *in* Roy (*op. cit.*)

5. G. Roy : « Cette crise, c'est une formidable crise de la communauté familiale qui a pour toile de fond une crise économique profonde et qui s'exprime dans une crise d'identité : qu'est-ce qu'être Malgache ? C'est une crise d'appartenance qui touche la très grande majorité des familles paysannes, bien que revêtant un contenu différent pour les deux grandes catégories de familles qui existent dans cette société : les familles chrétiennes et les familles que nous appellerons ancestrales et divines » (*ibid.* : 2).

6. Le président fondateur de l'AKFM, Richard Andriamanjato, est un pasteur.

7. Ce chercheur étudie les services d'une animation rurale en position ambiguë au sein de l'appareil administratif, située qu'elle est entre une bureaucratie dont elle doit rejeter les formes d'action (les ordres verticaux et unilatéraux) et le milieu rural qu'elle ignore et à qui elle est chargée de proposer un modèle de développement élaboré.

8. Razafindratovo-Ramamonjisoa (1968-1969).

9. R. Manandafy (1968); B. Razafimpahanana (1964); F. Rajaoson (1969); J. Razafindratovo-Ramamonjisoa (1970).

---

## AUTEUR

**JANINE RAMAMONJISOA**

Université d'Antananarivo (Madagascar)